



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

26-10-2017

Projet Loi de Financement de la Sécurité Sociale : faire payer les malades

Ce projet de loi 2018 c'est une nouvelle étape dans la destruction de la Sécurité Sociale pour la livrer au privé.

Toutes les mesures présentées par la ministre Agnès Buzin, sont dans la droite ligne de l'objectif des réformes du gouvernement Macron : de changer de fond en comble la société française pour la livrer pieds et poings liés au capitalisme.

4,2 milliards d' « économies » supplémentaires en 2018, dont 1,2 milliards supportés par les hôpitaux déjà à bout de souffle. D'après A. Buzin " Il y aurait une marge de manœuvre importante, [...] 30% des dépenses ne seraient pas pertinentes".

Supprimer des lits.

Supprimer des lits qui "*ne servent à rien*", vider les hôpitaux des patients "*qui n'ont rien à y faire*" affirme la Ministre et réduire les effectifs des hôpitaux. Ces deux dernières années 16.000 lits ont été supprimés alors que l'activité hospitalière a augmenté de 2%. Comment ?

-Grâce au **développement de l'ambulatoire**, en 2022 l'objectif est que 7 patients sur 10 qui entrent à l'hôpital le matin en

ressortent le soir même. Généraliser l'ambulatoire n'est pas sérieux disent des médecins, s'il est la solution pour certains il ne l'est pas pour l'ensemble et aux urgences les retards de prise en charge augmentent faute de lit. Par ailleurs on nous parle d'ambulatoire et de retour à domicile mais on voit fleurir des hôtels hospitaliers privés, l'hébergement y est à la charge des patients.

-en réduisant les effectifs des personnels hospitaliers. Entre 2015 et 2017, **22.000 postes** ont été supprimés. Les personnels sont surchargés, travaillent dans des conditions de plus en plus difficiles pour accomplir leurs tâches.

Faire payer les malades.

Les séjours à l'hôpital coûteront plus cher. le forfait hospitalier passe de 18€ à 20€ en chirurgie, de 13,5€ à 15€ en psychiatrie, **ce qui rapportera 200 millions d'€ en 2018.**

Les mutuelles ont déjà annoncé une répercussion sur les cotisations. En 2016 plus de 5 millions de français n'avaient pas les moyens de se payer une mutuelle. **Trois français sur dix renoncent à se soigner pour des questions financières.**

Par ailleurs, le Plan de Financement de la Sécurité Sociale comprend la création de modes de financement centrés dit-il sur "la pertinence" des soins et par *la mise en place de forfaits qui prendront en compte le parcours du patient [...]. Les établissements se verront octroyer un bonus, un intéressement dès lors qu'ils répondront aux objectifs de qualité, de pertinence et d'efficacité des soins.*"

Les soins lourds, risqués, coûteux reviendront à l'hôpital public, le privé choisira ses "clients" en fonction de leur rentabilité...

Le journal financier « Les Echos » titre : « Les cliniques applaudissent »

« Les groupes hospitaliers privés jugent favorablement le projet de loi de financement de la S.S. et estiment qu'il ouvre de nouvelles voies pour l'offre de soins privés.

L'augmentation de la CSG pour les retraités a été votée à l'Assemblée Nationale. Ajoutons, l'augmentation du prix du tabac, et la création de la taxe sur les sodas. **Avec ces mesures, le but est de faire financer la Sécurité Sociale par l'impôt.**

La Sécurité Sociale ne serait pas déficitaire si l'argent qui lui revient n'était pas détourné par les multinationales avec le concours du gouvernement :

La transformation du CICE en baisse de cotisations sociales patronales, la suppression d'une grande partie des cotisations sociales patronales dès 2019 sont actés. Ces mesures volent les travailleurs en diminuant leur salaire indirect. Si on s'ajoute les 275 milliards de cadeaux annuels que les patrons des entreprises capitalistes empochent il y a largement de quoi financer une sécurité sociale digne de celle mise en place en 1946 sous l'impulsion du ministre communiste du travail Ambroise Crozat. Une Sécurité Sociale qui couvre pour tous les périodes de non travail et ce durant toute la vie. Une Sécurité Sociale reposant sur la solidarité et financée par des cotisations sociales- et non des charges comme le prétend le patronat- versées à part égale par les salariés et les patrons.

Il ne faut pas les laisser faire. Seule la lutte tous ensemble les fera reculer

La Sécurité Sociale est une conquête sociale fondamentale pour le peuple.

C'est pour cette Sécurité Sociale que nous devons lutter.